

Editorial

Retraites:
le puzzle
est sur
la tableLise
BailatRubrique
Suisse

Les choses sérieuses commencent. Le conseiller fédéral Alain Berset a mis hier en consultation son projet «Prévoyance vieillesse 2020». La réforme, qui s'occupe conjointement de l'AVS et du deuxième pilier, doit pérenniser les retraites de demain, dans un contexte démographique imparable: l'allongement de l'espérance de vie. Il s'agit d'un tournant, d'un casse-tête aussi. Car, en matière de retraites, il y a toujours une raison de dire non. Dans le cas présent - la réforme prenant l'aspect d'un puzzle fait de multiples mesures, qui, ensemble, doivent composer un tout -, les attaques isolées sont nombreuses et faciles.

Les féministes ne veulent pas d'une hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. Difficile d'y voir une logique implacable pour les championnes de l'égalité. Les syndicats ne veulent pas entendre parler d'une baisse du taux de conversion dans la prévoyance professionnelle. Pourtant, nul ne s'enthousiasme face aux rendements de nos avoirs vieillesse sur les marchés financiers.

Les milieux économiques et bourgeois fustigent la hausse de la TVA pour financer l'AVS sans tailler dans les prestations. Ils préféreraient faire passer

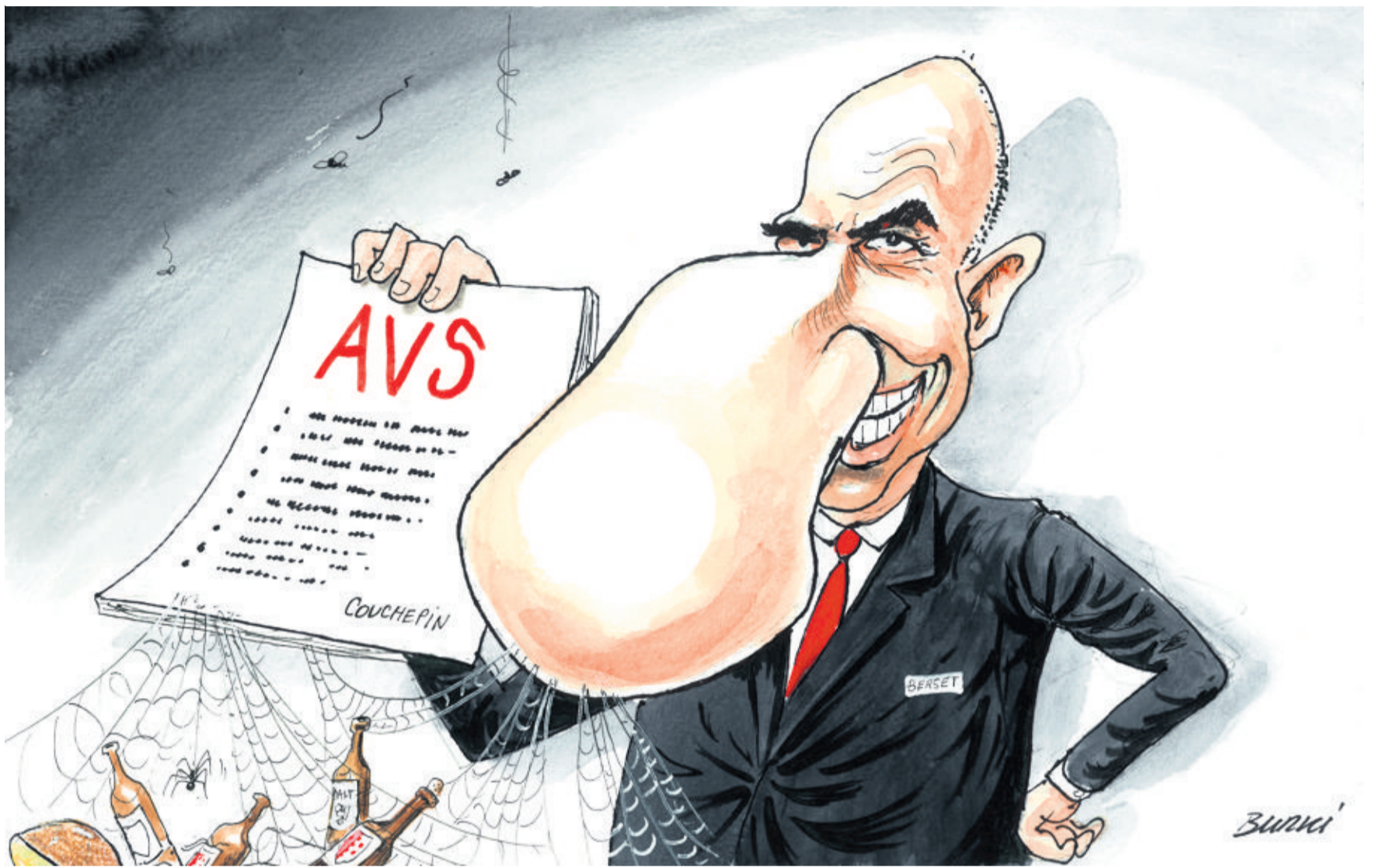
«La démagogie partisane ne permet pas une réforme cohérente de nos retraites»

immédiatement l'âge de la retraite à 65 ans pour tous et baisser le taux de conversion. Mais l'expérience récente a montré que, prises isolément, ces deux mesures ne trouvent pas grâce aux yeux du peuple. Et c'est passer un peu vite sur les retraites des personnes qui exercent des métiers pénibles, dont on sait que l'espérance de vie est souvent moins longue que la moyenne et le salaire plus bas.

Il y a toujours une raison de dire non. Mais la démagogie partisane ne permet pas une réforme cohérente de notre système de retraites. En juin, après la présentation des grandes lignes du projet, un sondage montrait que 70% des citoyens le jugeaient nécessaire. Il y a donc aussi des raisons de dire oui.

Page 3

Burki Berset copie Couchepin pour réformer les retraites



Débat Qu'attendre de l'«Initiative pour les familles» de l'UDC?

Nos familles valent mieux
qu'un cache-misère

L'invitée

Stéphanie
Apothéloz
Présidente
de Pro Familia Vaud

Les familles sont au cœur des débats politiques, sans que cela ne réjouisse l'association Pro Familia Vaud. Si, en mars, le principe du soutien aux familles n'a pas été inscrit dans la Constitution, aujourd'hui une déduction fiscale pour «non frais de garde» (cherchez l'erreur!) risque bien de s'y trouver consacrée. Et cela n'est pas sans risque, pour les familles justement.

Découpons cette jolie pièce montée. En Suisse, dans l'immense majorité des cas, l'arrivée d'un enfant se traduit par une baisse du taux d'activité et une hausse des frais, notamment de garde. Avec l'inéluctable augmentation des loyers et des primes maladie, de nombreuses familles sont à la peine financièrement. Cette initiative, loin de les soutenir, risque bien de finir de leur mettre la tête sous l'eau.

Voyez plutôt. L'UDC annonce vouloir permettre à «tous les parents de bénéficier des mêmes allègements fiscaux, quel que soit le mode de garde». Seulement, le total des déductions n'est pas extensible à l'infini, notre ministre des Finances, Mme Widmer-Schlumpf, l'a rappelé. Ainsi, si tous reçoivent une tranche du même gâteau, assez rapidement il ne reste plus que des miettes. Les analystes financiers l'ont démontré.

Pour les familles très modestes, peu de changement, elles paient peu ou ne paient pas d'impôts. Dans la classe moyenne, la taxation augmentera pour la plupart des parents. C'est pour les familles aisées, en particulier

celles où le seul salaire de monsieur compte triple, que l'imposition sera significativement réduite.

Ensuite, même si l'UDC s'en défend, cette initiative va décourager les femmes de rester dans le monde du travail. Voir son salaire absorbé par les frais de garde a déjà démoralisé plus d'une mère. Mais souvent madame tient bon, car un emploi, c'est un revenu, mais également un lien social, une progression professionnelle et une couverture sociale. Cette déduction fiscale risque de faire céder certaines... Soit. Mais l'UDC sera-t-elle là ensuite pour soutenir leur retour sur le marché du travail ou combler le trou de leurs cotisations AVS?

«L'UDC sera-t-elle là ensuite pour soutenir le retour des mères sur le marché du travail?»

Aussi, prétendre vouloir l'égalité entre les types de familles alors que l'on est en train de les monter les unes contre les autres, c'est un peu fort de nappage au chocolat. L'égalité dans les allègements fiscaux conduit de fait à de grandes inégalités.

Comme cerise sur l'argumentaire, rappelons l'absurdité de la proposition qui tord le système fiscal en vue de proposer de déduire des frais non existants. Sans compter que les recettes manquantes seront autant d'argent en moins pour le soutien aux familles (subsides, crèches, etc.).

Pro Familia Vaud vise à promouvoir une politique familiale cohérente, plurielle et équitable. Cette initiative en est le parfait contre-exemple, nous invitons donc prestement à la refuser.

Le retour des femmes riches
au foyer? On rêve!

L'invitée

Christine
Bulliard-Marbach
Conseillère
nationale PDC

Les sondages donnent encore une chance à l'initiative sur les familles, mais elle a perdu du terrain ces dernières semaines. Ce sont les femmes qui en détiennent la clé, car elles restent encore indécises. Elles sont sans doute interpellées par les cris d'orfraie des opposants. Je les invite à mettre leurs arguments à l'épreuve des faits.

L'initiative sur les familles aurait pour visée de renvoyer les femmes aux fourneaux, entend-on d'un côté. Et puis, l'initiative profiterait uniquement aux riches, nous disent la gauche et les libéraux-radicaux, unis dans une étrange alliance. L'initiative sur les familles serait à rejeter parce qu'elle renverrait les femmes riches aux fourneaux? On croit rêver.

En vérité, l'initiative nous permet de faire un pas supplémentaire en direction d'une meilleure politique familiale. Elle nous permet de tirer la leçon de l'échec, devant les Cantons début 2013, de l'article constitutionnel sur la famille. Il faut se rendre à l'évidence: une moitié de la Suisse ne veut pas encourager plus avant la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Elle veut laisser aux couples la possibilité de renoncer à tout ou partie de l'activité professionnelle pour éduquer les enfants. Elle veut laisser aux couples la liberté de choisir leur modèle de famille.

La gratification fiscale proposée est-elle un moyen d'optimiser les impôts des riches? Si c'était le véritable objectif de l'Union démocratique du centre, elle essaierait de toucher

un spectre plus large que les seuls jeunes parents de la classe moyenne supérieure, et elle s'allierait avec tous les partis bourgeois. Les opposants oublient en outre que l'acceptation de l'initiative fédérale imposera aux Cantons de se mettre en conformité avec la nouvelle situation. Alors, toutes les familles de la classe moyenne qui assument elles-mêmes la garde de leurs enfants en profiteront.

Aucune femme - ni aucun homme d'ailleurs - ne quittera son emploi parce qu'un maximum de 10 000 francs serait déduit du revenu imposable de son conjoint. L'initiative sur les familles vise simplement à soutenir les couples qui décident d'élever

«Nous pouvons faire quelque chose pour la parentalité. Ne ratons pas cette chance»

leurs enfants en sacrifiant une partie de leur vie professionnelle, comme nous aidons les couples qui confient leurs enfants à des éducatrices. C'est le but premier d'une politique familiale: encourager les couples à fonder une famille et améliorer notre taux de natalité dramatiquement bas.

Je voterai oui à l'initiative sur les familles, car on ne me propose pas d'autre solution. Augmenter les allocations familiales? Les soustraire du revenu imposable? Accroître le nombre de places de crèche et en diminuer le prix? Je signe tout de suite, mais les propositions concrètes restent bloquées dans des imbroglios juridiques et politiques. Le 24 novembre 2013, nous pouvons faire quelque chose pour valoriser la parentalité dans notre société. Ne ratons pas cette chance.



Sur les réseaux sociaux

Après la qualification de la France pour le Mondial 2014, avant-hier, les people tiendront-ils leurs paris fous? www.pari.24heures.ch



Dans l'actu

Londres et Glasgow vont tester une carte de transport «universelle», valable pour l'avion, le train, les transports publics. multipass.24heures.ch